

Fédération d'associations de défense de l'environnement ADELFA
 106 Avenue du casino
 59240 Dunkerque
 à
 Monsieur le Préfet du Nord
 DDTM 59
 Service sécurité, risques et crises
 Stratégie et Information sur les risques
 62 Boulevard de Belfort CS 90007
 59042 LILLE Cedex

02 07 2016

m. n. p.

SSRC 501	
Le 06 JUL 2016	
chef :	SIR
Serv. :	
Adjoint :	P/R
Secrétariat :	SCR
	ER
	C Ramdani
/	Pour info
○	Pour SAD
×	Eléments de réponse
⊗	Projet de réponse
⊙	Agenda

Objet :

Elaboration du Plan de Prévention contre les Risques Naturels Littoraux (PPRL)
Communes de Oye- plage , Grand Fort Philippe et Gravelines
Lancement des Consultations Officielles

Référence : CL / 2016-218 du 03 mai 2016

Affaire suivie par MM Jean SENAME et Michel MARIETTE

Monsieur le Préfet,

Le projet appelle de la part de l'ADELFA, les observations suivantes :

En préambule, nous, membres de l'ADELFA, tenons à saluer la qualité des documents présentés, leur accessibilité à un public plus ou moins au fait de ces problèmes.

1 : page 9, il est précisé que seules les activités susceptibles d'être affectées par l'aléa sont concernées : les activités jouxtantes situées à l'interface devrait être associées à la démarche en particulier celles relevant de la Directive SEVESO.

Page 21 il est dommage de prendre le parti pris de n'étudier que le risque de submersion par les marées de tempêtes dans la mesure où l'ASN a revu ses préconisations par rapport à la hauteur de digues autour de la centrale nucléaire de Gravelines afin de faire face au risque de Tsunami. Le territoire du PPRI étant concerné comme toute la côte de Calais à Brugges qui avait été protégée par la digue de COMTE JEAN, érigée au début du XV^{ème} siècle suite aux inondations d'origine sismique. Les travaux de Pierre Alexandre (Annales revue de géologie 1990 de Belgique T112 fascicule 2 p329/343) montre et décrit les sources qui permettent d'estimer la puissance des séismes et les vagues générées dont les épicentres sont situés pour 2 des 10 plus importants séismes français depuis mille ans entre la France et L'Angleterre :

21 mai 1382

23 avril 1449

6 avril 1580

2: page 29, la carte 15 est incomplète coté Est et aurait du montrer la limite intercommunale avec Loon-plage ; aucune information quant à l'interface avec le PPRL de Marck en Calais (Calais)

3 : page 33, il est mentionné que l'élaboration du PPRL est un instant privilégié pour développer la culture du risque : sa réussite suppose un engagement de l'Etat à trouver les moyens de mobiliser les habitants sur ces dossiers y compris les scolaires avec le concours du Rectorat et des inspecteurs d'académie.

Il est regrettable que les recherches de marées de tempêtes historiques ne remontent qu'à la submersion de 1958 .

4 : page 34 , au niveau des Escardines, personne en particulier les anciens , ne pouvait ignorer les inondations de 1953.

5 : page 45 , il est précisé qu'il n'existe pas d'information fiable sur les niveaux marins concernant l'aléa de 1953.

6 : pages 49 et 50, le principe qu'une zone endiguée reste soumise au risque de submersion nous paraît acceptable dans la mesure où nous avons peu de données quant à l'état de ces ouvrages de protection et de leur profil théorique (affaissement général non vérifiable , déstructuration du corps de digue , pied de digue en mauvais état , (abaissement du profil de plage ou des terrains)) .
les zones arrière-dunaires sont visées de la même manière.

7 :page 50 , s'agissant de la largeur de la bande de précaution ,forfaitisée à 100 m , nous prenons acte de cette proposition et nous souhaitons une confrontation d'experts sur expertise quant à son bien fondé.

8 :page 56 , le projet de PPRL ne prend en compte que le risque de submersion marine ; il est dit qu'il n'y a pas lieu d'associer à la submersion marine des débordements de cours d'eau cela veut dire que la rivière d' OYE ne pourrait en aucun cas aggraver la situation en amenant de l'eau des secteurs de Marck en Calaisis vers la Commune de Oye – plage d'une part et que le secteur portuaire GPMD Port Ouest au travers de ses différentes phases de travaux comportant des déplacements de bassins à marée , des déviations de fossés antissalure et fossés d'eau douce ne pourrait rendre plus difficile la situation au niveau de la zone du Polder (Commune de Gravelines) .

9: page 56 , il est précisé que l'érosion du trait de côte ne concerne que les terrains du Conservatoire du Littoral : quid des milieux dunaires devant le secteur Ouest Aquanord ?

10 : page 59 , le principe d'inconstructibilité derrière les digues est rappelé de manière claire et sans ambiguïté : ce sont des zones inondables.

11: page 65 , sont regroupés dans un ensemble dénommé « réseau hydrographique », les espaces en eau tels que le réseau fluvial , les canaux , les bassins portuaires , les étangs , les lacs et les gravières : c'est vraiment inquiétant dans la mesure où les bassins à marée avec leur phénomène de « fetsch » générant des risques de débordement qu'il convient d'appréhender , soient traités de la même manière que les mares à canard.

12 : page 77 , au delà de 0, 5 m de hauteur d'eau de mer et de 0,50 m/s de vitesse , il est considéré qu'il n'est plus possible de circuler sur les axes routiers : cela veut dire qu'il faudra prévoir des aménagements routiers hors d'eau pour évacuer des sites comme le CNPE et les usines SEVESO du secteur portuaire des Huttes .

12 : page 76 , à propos des enjeux à risque supplémentaire , ont bien été pris en compte les établissements SEVESO : il ne faudrait pas oublier les enjeux liés à VIGIPIRATE

13 : concernant le projet de règlement , nous prenons acte :

- page 60, des dispositions pour éviter toute pollution du milieu (stockage , ancrage des citernes)
- page 77 , des mesures obligatoires spécifiques aux gestionnaires des réseaux ou équipements sensibles
- page 56, des recommandations s'agissant de s'aligner sur les cotes des seuils des constructions voisines si celles ci sont supérieures aux cotes de référence figurant au PPRL

14 : nous restons perplexes sur les trois points suivants :

- quid de l'efficacité des clapets anti-retour à installer au droit des rejets des réseaux d'assainissement ?
- quid de l'efficacité de l'entretien des canalisations, fossés, cours d'eau et exutoires par les collectivités et le rôle de la future GEMAPI à qui devrait incomber ces tâches hormis pour les milieux hydrauliques superficiels à caractère privé ?
- Quid de la cohérence globale du plan de gestion des ouvrages hydrauliques , ceux appartenant à l' I I W et ceux relevant des sections de waterings Nord et Pas de Calais concernées?

En complément des observations relatives au dossier , la fédération d'associations ADELFA tient à vous faire part d'observations relevant de la problématique générale de ce PPRL :

- si de fait il y a lieu de souligner la qualité du projet transmis , n'y aurait- il pas lieu de s'interroger sur la corrélation possible entre des épisodes désastreux consécutifs à une submersion marine et des intempéries graves génératrices d'inondation continentale ? On rappellera que secteur se situe dans un polder parcouru par un réseau dense et maillé de cours d'eau (Aa et ses affluents, canaux et watergangs) . Dès lors n'est il pas dangereux d'exclure de l'arrêté de prescriptions, cinq commune »s du Pas de Calais et une du Nord , riveraines de ces cours d'eau. ?
- quelle corrélation entre les propositions formulées dans ce même secteur géographique par la DDTM 59 et l' Autorité de Sureté Nucléaire (A S N) en charge du périmètre de la centrale nucléaire EDF CNPE de Gravelines.
- dans l'étude proposée et la cartographie l'accompagnant , le camping des Dunes , lieu de vie très fréquenté , doté d'hébergements que l'on peut qualifier de précaires, n'apparaît pas alors que cet équipement est situé en bord de mer. N'y aurait -il pas lieu , à défaut de le déplacer , de le doter de protections renforcées?
- pour desservir les zones menacées , n'y aurait-il pas lieu d'aménager en surplomb (talus), les voies d'accès et de dégagement pour permettre si nécessaire une évacuation aisée des populations et un accès facilité des secours. Cette disposition devrait être envisagée en particulier pour le lotissement des Escardines (Commune de Oye-plage).

Signé Jean SENAME et Michel MARIETTE

